



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

Adresse : L'HUMANITÉ ROUGE
0,50 F B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 194
du 25 JUIL. au 5 SEPT. 73

S'opposant à la demande de mise en liberté formulée par le juge d'instruction, le gouvernement a fait maintenir en prison Alain Krivine et Pierre Rousset. Marcellin, avec la bénédiction de Pompidou, n'hésite pas ainsi à mettre à nu la prétendue « indépendance » de la justice. Comme c'est là le propre des éléments fascistes, il ne s'embarasse pas des formes de la démocratie bourgeoise.

Plus que jamais resté donc la nécessité de combattre pour la libération des emprisonnés. Mais pour Marcellin les choses ne vont pas comme il l'aurait souhaité.

Apparemment, tout semblait au point : la vaste campagne d'intoxication orchestrée après le 21 juin devait permettre de frapper sans provoquer de riposte. Pour isoler les antifascistes, elle les a présentés sous les traits de terroristes et a cherché à faire oublier le motif de la contre-manifestation : la tenue d'un meeting fasciste et raciste.

Mais il est une chose avec laquelle Marcellin n'a pas compté : les traditions antifascistes du peuple de notre pays et son attachement aux libertés démocratiques.

Et bien vite Marcellin a dû se défendre, se justifier, car aux yeux des travailleurs et de l'opinion démocratique c'est le gouvernement, et lui seul, qui porte l'entière responsabilité des affrontements du 21 juin.

L'autorisation d'un meeting raciste en plein Paris, sa protection par la police sont autant de faits qui sont venus au premier plan. Jusqu'à un syndicat de policiers qui déclare que ce meeting aurait dû être interdit.

L'isolement des antifascistes, sur lequel misait Marcellin, n'a pas eu lieu : Parmi les travailleurs, nombreux sont ceux qui approuvent les antifascistes. Dans « France-Soir », il cherche à se justifier. Là, il va de contradiction en contradiction et profère de nouvelles menaces en manifestant sa volonté d'interdire ce qu'il nomme les « groupes violents » et « d'emprisonner leurs chefs par application des textes du code pénal concernant la sûreté intérieure de l'Etat ».

Et voilà que le passé de Marcellin refait jour, un passé qu'il aimerait faire oublier : celui d'un kollabo de l'occupant nazi. Le chef fasciste Brigneau lui rappelle qu'ils furent tous deux de fidèles valets du traître Pétain. Autant de faits que Marcellin n'avait pas prévus.

Autre chose : En interdisant la Ligue communiste et en arrêtant ses dirigeants, Marcellin misait sur le silence des dirigeants révisionnistes. Il espérait que l'histoire allait se répéter et que tout recommencerait comme lors de l'assassinat de Pierre Overney. Mais il est des choses qui aujourd'hui ne sont plus possibles. La masse des militants du P.C.F. ne pouvait admettre que leur parti reste silencieux ; les travailleurs ne pouvaient accepter que les actes fascistes du pouvoir restent sans réponse. Les dirigeants du P.C.F. ne pouvaient aller contre cette volonté. Le meeting du « Cirque d'hiver » a exprimé ce fait. Oh ! bien sûr, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'ils ont organisé ce meeting, comme l'a montré leur refus de laisser la parole à un représentant de l'ex Ligue communiste.

Mais ce qu'ils ont dû faire ne rentrait pas dans les plans de Marcellin.

Il a trouvé sur son chemin une riposte à laquelle il ne s'attendait guère.

Mais, en aucun cas, il ne faudrait relâcher notre vigilance, nos efforts dans le sens de la riposte à la fascisation, de la réalisation de l'unité antifasciste.

En proie à une crise monétaire qui évolue dans le sens d'une crise économique, à une concurrence qui prend la tournure d'une « guerre économique », la bourgeoisie cherchera par tous les moyens à faire payer la note aux travailleurs, à s'opposer par toutes les armes aux luttes des travailleurs. Elle cherchera son salut par une marche accélérée dans la fascisation, par de nouvelles atteintes aux libertés, ouvertement annoncées par Marcellin. Plus elle se sentira affaiblie, plus elle ira dans ce sens. Il suffit d'avoir entendu Galley, récemment, devant les gendarmes, les exhorter à la défense de l'ordre capitaliste ; ces députés U.D.R. de Paris demander il y a peu de temps « des cars bondés de C.R.S. », « une présence nombreuse et active de policiers à pied, en uniforme, et jusqu'au cœur de la nuit », pour comprendre le fond de leur pensée.

Chacun doit être prêt à assumer sa place dans les batailles à venir : des batailles entre la révolution et la contre-révolution.

LIP, PECHINEY... UN ÉCHEC AVOUÉ DU CAPITAL

De plus en plus, au fil des jours, des mois, des années, la classe ouvrière de France, — héritière des riches traditions du mouvement ouvrier français —, qui n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes, renoue dans sa pratique quotidienne avec les formes de lutte traditionnelles du mouvement ouvrier.

Les nouvelles formes de luttes apparues ces dernières années ne sont nullement étrangères au combat classe contre classe, mais bien dans la tradition de la lutte de classe du prolétariat.

Les grèves avec occupation, les comités de grève, les piquets de grève, les séquestrations de cadres répressifs, l'auto-défense contre les forces de répression, enfin les nouvelles formes d'actions déterminées par les travailleurs réunis en assemblée générale, mettant en cause la légitimité bourgeoise, etc., correspondent à l'élévation de conscience de classe du prolétariat face aux exploités et oppresseurs capitalistes avides de profits toujours plus gros.

La détermination des travailleurs, l'unité à la base et dans l'action pour leurs revendications économiques et sociales, telles les luttes ouvrières de la Coframaille à Schirmeck, les 400 ouvrières de la Société parisienne de Lingerie Indémallable à Fougères, les 400 ouvriers spécialisés de Renault à Billancourt, les métallos de Peugeot à Saint-Etienne, la grève des aiguilleurs du ciel, les actions contre la circulaire scélérate Fontanet-Marcellin, ... ou plus près de nous, les ouvriers de Lip à Besançon, les ouvrières de l'usine de confection Robin à Lorient, les ouvriers de l'imprimerie Martel à Givors, les grévistes de Pechiney à Noguères..., ont, par leur lutte classe contre classe mis en échec la tactique mystificatrice du capital et de ses valets, c'est-à-dire la ligne de collaboration de classes du capital, du révisionnisme et du réformisme. La « Paix sociale » des monopoles et de ses partenaires sociaux n'est que pure utopie.

Toutes ces luttes ne tombent pas du ciel, elles ne sont que « la manifestation des antagonismes de classes inconciliables » (Lénine, dans « L'Etat et la Révolution »).

Les luttes « qui se présentent avec des caractères nouveaux et inquiétants », — pour le capital —, viennent d'émerger ces jours derniers le patron des patrons, François Ceyrac, qui est amené à compter « sur ses propres

forces », et elles sont faibles puisqu'il ne peut même plus compter sur ses partenaires sociaux (révisionnistes et réformistes), de plus en plus discrédités par les masses, pour le maintien de la « Paix sociale ».

Il semble oublier sa proposition mythique du 8 décembre 1970, qui appelait les travailleurs à la collaboration avec leurs patrons pour « bâtir la maison ». « Ensemble », disait-il, « il nous faut en continuer la construction, car c'est ensemble que nous avons à y vivre ». A l'avant-veille du 14 juillet, le président du C.N.P.F. sort de son rêve et s'en prend aux travailleurs qui s'unissent à la base et dans l'action pour leurs revendications économiques et sociales, pour défendre leurs intérêts de classe. Le patron de la petite poignée d'exploiteurs capitaliste constate l'échec de la ligne de collaboration de classes en ces termes : « Tout d'abord, une certaine tendance à la radicalisation, c'est-à-dire le refus de la part des véritables responsables de tenir compte des réalités de l'entreprise et leur volonté de pousser jusqu'à l'extrême, sans souci réel de conciliation. Ensuite l'affaiblissement de l'autorité des organisations syndicales devant ces situations nouvelles. »

Bien sûr, Monsieur Ceyrac, c'est dans l'action classe contre classe que s'obtiennent les revendications, c'est aussi dans la lutte classe contre classe que les travailleurs démasquent les commis de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs du mouvement ouvrier. Les ouvriers de Pechiney-Noguères en grève depuis cinq semaines ne se laissent pas conter fleurette par la direction syndicale C.G.T. qui pourtant, y met du sien pour suspendre l'action, fait tout pour la reprise du travail toujours au nom de la négociation, alors que c'est par l'action de la base que s'impose la négociation, que c'est par la solidarité active de classe, en étendant le mouvement que s'impose les véritables revendications.

Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, membre du B.P. du P.C.F., a dans une interview au journal l'« Humanité », publiée le 18-7-72, déclaré : « Nous ne sommes pas de ceux qui se contentent de la mousse ». Ces paroles ne sont que du vent, qui se révèlent dans la pratique par l'application de la ligne de collaboration de classes.

Et Ceyrac poursuit : « Enfin, et ceci est particulièrement grave, les atteintes

portées à l'instrument de production, que se soit dans les Pyrénées-Atlantiques ou dans le Doubs. » Là une fois de plus le patronat fuit ses propres responsabilités et les travailleurs de Lip à Besançon en savent quelque chose, comme d'ailleurs d'autres travailleurs ; les ouvriers de Pechiney savent aussi que ce sont les capitalistes qui sabotent l'outil de production en étant incapables d'en assurer eux-mêmes la sécurité, même avec le concours de leurs cadres répressifs.

Mais voilà que le patron des patrons s'insurge : « Mais ce qui n'est pas admissible, ce sont les opérations concertées, délibérées, qui aboutissent à la destruction des moyens de production. Nous ne l'accepterons pas, pas plus que nous n'accepterons les violences contre les hommes de l'encadrement. »

La violence de classe est une réalité dans la société capitaliste et personne ne peut la nier. N'y-a-t-il pas violence lorsque le patronat emploie ses milices patronales contre les travailleurs de Peugeot à Saint-Etienne, ou pour assassiner, comme à Renault-Billancourt, l'ouvrier Pierre Overney ? N'y-a-t-il pas violence lorsque le patronat licencie des ouvriers ? N'y-a-t-il pas violence lorsque des cadres répressifs insultent, briment, sanctionnent de mise à pied des travailleurs français et immigrés ? N'y-a-t-il pas violence lorsque les forces de répression interviennent contre les ouvriers en grève ? La liste serait longue et sur ses formes de violence capitaliste, le patron des patrons est muet.

Il est vrai que le révisionnisme moderne avait rassuré le capital. C'est Séguy qui, le 18 mai 1971, déclarait au Congrès de la Fédération CGT textile de Gérardmer : « Nous sommes étrangers au culte de la violence et du désordre... » « ... nous sommes prêts à rechercher les solutions par la voie normale et constructive de la négociation. »

Là encore, la « bouée de sauvetage » révisionniste n'y peut rien. Lorsque les masses prennent conscience de leur force, aucune force réactionnaire ne peut entraver leur puissance créatrice.

Les luttes économiques et sociales menées aujourd'hui par la classe ouvrière ne sont que le prélude aux grandes luttes politiques qui détruira de fond en comble le système capitaliste moribond.

Luc DACIER.

RIPOSTE A LA FASCISATION, DANS UNE ENTREPRISE

Pour dénoncer toute propagande raciste et fasciste, d'où qu'elle vienne, pour imposer le respect des libertés démocratiques, pour informer et faire prendre conscience à l'ensemble des travailleurs de l'usine, que face aux dangers qui nous menacent, nous devons nous unir solidement et largement.

Les travailleurs communistes marxistes-léninistes de l'usine ont pris contact avec les militants du P.S.U., en vue de former un comité d'information et de lutte contre la politique fascisante du pouvoir et ses différentes manifestations au niveau de l'entreprise par les violations délibérées et répétées des libertés syndicales.

Informers, dénoncer le processus de fascisation du pouvoir. Organiser ce mouvement sur des bases extrêmement larges de façon que tous ceux qui le désirent, sans distinction de convictions philosophiques, politiques et religieuses puissent s'unir pour exiger :

— L'abrogation de l'arrêté de dissolution de la Ligue communiste ;

— L'abrogation de la loi « anti-casseurs » ;

— La dissolution des milices patronales, de la C.F.T., des S.A.C. et C.D.R. ;

— L'abrogation de la circulaire Marcellin-Fontanet ;

— La liberté effective de création, d'association et de manifestation ;

— Le respect des droits syndicaux sur l'entreprise.

Tels sont les objectifs que s'est déjà fixé ce futur comité.

Pour que ce comité puisse regrouper sans exclusive tous les démocrates sincères, tous les antifascistes résolus de l'usine, une lettre sera adressée aux militants de base du P.C.F. pour demander leur participation à ce travail en leur précisant les objectifs que s'est fixé ce comité, et sur quelles bases il entend se développer.

De cette façon, nous pensons qu'avec le concours de certains mili-

tants du P.C.F. dont le ralliement à ce comité est possible compte tenu des discussions qui ont déjà eu lieu, réussir à impulser au niveau de la « commission loisir culture » du comité d'établissement, et ce par l'intermédiaire des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., l'organisation de « soirées » sur des thèmes antifascistes, avec projections de film et débat.

Pour que ce comité puisse développer une telle activité, être l'embryon d'une véritable organisation de masse capable de rassembler sur des bases très larges tous ceux qui refusent d'être entraînés de nouveau dans l'horreur fasciste, des difficultés subsistent, des obstacles politiques et organisationnels restent à franchir.

Mais les communistes marxistes-léninistes de l'usine s'engagent à tout mettre en œuvre pour impulser et pour aider au développement de ce mouvement.

Correspondant H.R.

QUELQUES PROBLÈMES DE L'UNITÉ

A Paris comme en province, des contacts ont été pris entre militants antifascistes et la riposte unitaire s'est engagée sous des formes différentes : du tract au meeting. Des comités se sont constitués ou sont en voie de constitution : dans des quartiers comme dans des entreprises. Ce sont là des faits positifs. Mais comme il est normal, un certain nombre de problèmes se posent qui constituent des freins.

Certains s'opposent à ce que ces comités aient d'autres objectifs que l'abrogation de l'arrêté de dissolution de la Ligue communiste et la libération de ses dirigeants.

Mais comment ne pas voir que ces faits n'en constituent que quelques-uns parmi beaucoup d'autres : les agressions et crimes racistes, les milices patronales, les activités des bandes fascistes, etc.

Refuser que ces comités se fixent

comme tâche de combattre toute manifestation de ce que nous appelons la fascisation, c'est en fait s'interdire de pouvoir expliquer la signification de la dissolution de la Ligue communiste ; plus grave, c'est mettre un obstacle pour que ces comités aient un caractère de masse. Nombre d'antifascistes sont prêts à s'unir pour combattre le racisme, les atteintes aux libertés, et non pas pour rejoindre ce qui dans les faits ne serait que des comités de soutien à l'ex Ligue communiste.

Aujourd'hui, c'est contre toutes les attaques fascistes et toutes les menaces qu'il faut s'unir. Les marxistes-léninistes s'attacheront à ce que ces comités, aussi larges que possible, se donnent pour tâche de combattre tous les aspects de la fascisation.

D'autres s'opposent à ce que des

comités soient créés pour leur substituer des cartels d'organisations ; enfin, d'autres ont de ces comités une conception qui en fait des cartels.

Ce sont là des obstacles à une unité réelle ; on sait bien que les regroupements sous forme de cartels ne tardent généralement pas à voir les contradictions s'aiguiser, et deviennent le champ clos d'affrontements. Là encore, le résultat le plus net est de rejeter de nombreux antifascistes qui ne se reconnaissent pas dans ces regroupements. Ce qu'il faut, c'est que ces comités soient capables d'unir, de rassembler les travailleurs, les antifascistes organisés ou non sans distinction d'opinions. Tout ce qui empêche ces comités d'avoir un caractère de masse doit être combattu. C'est dans ce sens que les marxistes-léninistes agiront pour que la riposte soit unie et de masse.

Deux incendies en quinze jours à la cartoucherie Gévelot d'Issy-les-Moulineaux, voilà qui fait réfléchir. Le lundi 26 juin, un incendie se déclare à l'atelier des douilles de « balles à blanc » au département « plastique ». Seize casernes de pompiers arrivent, avec toutes les huiles militaires et civiles, les habitants du quartier sont tous dans la rue, spontanément. Ce n'est que grâce à la vigilance des ouvriers et à l'acharnement des pompiers que le feu a été maîtrisé. Comme on avait simplement frôlé la catastrophe, le patron fait reprendre le travail comme si rien n'était passé... Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. se contentent de féliciter les ouvriers d'avoir sauvé les machines « dont ils sont un peu les propriétaires ». Quant à nous, nous ne voyons pas les choses comme ça et nous pensons que les conditions dans lesquelles s'est déroulé l'incendie révèlent les piètres « mesures » de sécurité existant dans cette véritable poudrière qu'est l'usine Gévelot :

— Un SEUL pompier pour les 100 employés !

— Pas de système d'alarme ;

— Des cloisons en contreplaqué dans les ateliers ;

— Les dépôts de cartouches sur au milieu de l'usine, dans des casiers en bois, non cloisonnés par du béton ou autre chose ;

— Pas de protections pour les ouvriers, sur les machines, pendant la manipulation des amorces (l'année dernière, une ouvrière a eu le visage et le bras brûlés par l'éclatement d'une amorce).

Voilà comment est « protégée » une usine qui, en plein quartier populaire, produit des engins explosifs (amorce, cartouches, munitions de guerre, utilise des matières explosives et des dépôts de poudre de plusieurs tonnes ! Cet état de chose est criminel, et on voit comment les capitalistes deviennent des assassins quand il s'agit d'arrondir leurs profits.

Aussi, dans un tract distribué après l'incendie, nous appelons les ouvriers de l'usine et la population du quartier à s'unir pour exiger des mesures de

sécurité, et nous disions : « Cette usine est une vraie bombe, elle n'a pas sauté mais elle le pourrait demain. »

Le deuxième incendie

Malheureusement, nous ne croyions pas si bien dire ! Quinze jours après le premier incendie, le 10 juillet, un immense incendie se déclare. C'est encore un ouvrier qui le découvre. 600 habitants sont évacués. Il y a 30 blessés, dont 8 ouvriers de l'usine qui resteront toute leur vie marqués par la bourgeoisie. Les pompiers ont déclaré : « Heureusement qu'il n'y avait pas de vent et que les flammes n'ont pas atteint la poudrière, sinon ça serait la catastrophe ! Nous restons vigilants. » Le fait est que le lendemain, les pompiers étaient mobilisés à l'endroit de la poudrière vers 11 h 30, et que la circulation fut à nouveau interrompue rue Aristide-Briand. Tout danger n'était donc pas encore écarté, malgré les déclarations des chefs et des dirigeants révisionnistes de la C.G.T. qui prétendaient qu'il n'y avait que quelques kilos de poudre !

Un incendie suspect...

On doit s'interroger aussi sur l'origine de ces incendies, qui apparaissent comme vraiment suspects. Car, comme par « hasard », ces incendies (à quinze jours d'intervalle) arrivent juste à l'époque où les patrons (privé plus Etat) ont en vue

la décentralisation de l'usine et la vente du terrain aux spéculateurs (d'après le sixième plan, Issy-les-Moulineaux doit devenir une zone résidentielle). Si l'incendie est résidentiellement accidentel, les patrons toucheront des indemnités d'assurance...

... dont les ouvriers supportent toutes les conséquences

On voit à qui le crime profite ! En tout cas pas aux ouvriers de Gévelot. Les ouvriers avaient déjà à supporter des salaires de misère (ce sont parmi les plus bas de la région), des conditions de travail dangereuses (manipulation, sans aucune protection, de cyanure, d'acide sulfurique, de plomb, d'explosifs...), des hautes cadences (salaire au rendement), etc. Maintenant, ils ont à supporter complètement les conséquences de l'incendie :

— 200 licenciements, sur toute l'usine (ce qui permet aux patrons de se débarrasser dans la foulée des ouvriers combattifs) ;

— Aucune garantie du maintien du salaire et des classifications pour les cinquante ouvriers reclassés dans les autres ateliers ;

— Expulsion du logement pour les licenciés logés par Gévelot ;

— Reprise du travail, dans les ateliers en état de marche, dans les mêmes conditions de sécurité.

Le matin où sont annoncés les licenciements, un grand débat a lieu parmi les ouvriers entre 6 h 30 et 9 h. Des ouvriers qui avaient du travail ont

débrayé par solidarité. Mais les délégués C.G.T. ont joué un rôle de diviseurs en proposant aux travailleurs de discuter à l'A.G. au réfectoire sans faire rentrer les 200 licenciés, les excluant !

Dernière minute :

Des mesures d'autres licenciements (plusieurs centaines) se font précises, et ils ne toucheraient pas seulement les ouvriers des ateliers détruits, mais aussi des ouvriers des ateliers qui fonctionneront le 23 juillet. Le mécontentement grandit parmi les travailleurs, qui voient qu'une lourde menace pèse sur leur emploi.

D'autre part, des stocks de poudre sont en partie sous l'usine, à quelques dizaines de mètres du lieu de l'explosion. Le danger persiste.

Dans un tract, nous avons invité la population à s'unir dans un comité d'action qui aurait pour but :

1° D'imposer au patronat la reconstruction de l'usine avec une véritable sécurité pour les ouvriers et la population ;

2° D'obtenir une indemnisation totale des dégâts causés aux habitations ;

3° De soutenir toute lutte des travailleurs de Gévelot contre les licenciements arbitraires et les expulsions des logements, pour le paiement intégral des jours chômés...

Correspondant H.R.

Le 16-7-1973.

GUÉMÉNÉ - PENFAO

LUTTE POUR LES LIBERTÉS SYNDICALES

Depuis le 16 juin, à l'usine de confection industrielle C.I.G., 56 ouvrières en grève se battent pour la réintégration de 6 de leurs camarades licenciées pour avoir constitué une section syndicale C.F.D.T.

Guéméné-Penfao se trouve au Nord de la Loire atlantique, au cœur d'une région rurale où l'église maintient de fortes positions et où les forces politiques réactionnaires les plus sombres ont toujours fait la loi jusqu'à présent.

Guerre du lait, lutte contre les cumuls et les marchands de bestiaux, vétérinaires, notaires et autres affameurs ont été le fait des paysans pauvres et moyens depuis des années dans cette région.

Un prolétariat récent s'y est créé, encore très faible numériquement. La C.I.G. compte 150 salariés, essentiellement des jeunes filles ou des jeunes femmes.

En février 1971, se constitue le premier syndicat. Suite à diverses pressions, certaines syndiquées quittent la boîte. Le directeur, Le Men, soumet les trois syndiquées restant à des interrogations répétées et leur demande de signer une renonciation au syndicat. Pendant deux ans, il ne restera plus qu'une seule syndiquée à l'usine. En répression, la fille de cette ouvrière, employée dans la même usine, sera licenciée avec plusieurs autres.

Cette année, redémarrage du syndicat. Nouvelles convocations chez le patron et nouvelles pressions. Cinq

ouvrières et une employée de bureau sont licenciées fin avril-début mai, mais la section C.F.D.T. compte alors vingt-huit membres. Les ouvrières licenciées entameront une lutte dès cette époque pour leur réintégration.

Début mai, se tient une réunion de soutien à Guéméné de plus de deux cents personnes qui décident une campagne d'information.

Pendant ce temps, le maire, De Boisfleury, gros propriétaire terrien, met dans sa poche le curé et un vicaire. En pleine nuit, un groupe va demander à ces derniers de s'expliquer.

Les ouvrières licenciées continuant à se présenter au travail, Le Men menace d'appeler les flics. Elles prennent contact alors à Nantes avec l'inspecteur du travail. Du procès-verbal de celui-ci, Le Men bien sûr, ne tiendra aucun compte et entame une action dès lors pour regrouper toutes les forces réactionnaires sur le commerce. Le 15 mai, à l'occasion d'une réunion du comité de soutien, Le Men fait appel aux commerçants et aux notables pour contre-manifester. Le 17, une rencontre entre la direction, le syndicat patronal, le maire et les représentants de la C.F.D.T., décide qu'aucune décision unilatérale ne sera prise avant le 19. Le 18, Le Men appose une affiche annonçant la reprise à l'essai pendant un mois de quatre des six licenciées. Une lettre leur est envoyée. Le 23, une réunion paritaire, en l'absence de Le Men, reste sans suite. La C.F.D.T. engage

alors une action en référé contre ce dernier. Une pétition circule à Guéméné pendant ce temps, demandant la réintégration, et 6 900 signatures sont recueillies.

Le 16 juin, la grève est déclenchée par une soixantaine de salariées, malheureusement une partie importante du personnel, soumise à des pressions de toutes sortes, ne suit pas. Les grévistes, les premiers jours, vont discuter avec les non-grévistes, mais sont repoussés par les cadres.

Le 19, après une vive discussion avec le patron, les ouvrières en grève coupent le courant pendant une demi-heure. Par la suite toutes les portes ont été fermées et les grévistes maintenus dehors. Le 20, parvenues à se faufiler parmi les non-grévistes, les ouvrières en grève sont repoussées au tri à l'entrée mais une porte est forcée et elles peuvent entrer par le vestiaire.

Le 21, des contre-manifestants se regroupent dans le bourg et servent de gardes du corps à celles qui travaillent. Ils sont accueillis par une haie d'honneur où se retrouvent grévistes et personnes du comité de soutien. Le 22, même chose avec en tête des contre-manifestants, le maire, le conseiller général, le président du syndicat agricole (la F.F.A. fasciste est implantée dans le secteur), quelques commerçants et paysans réactionnaires. En face, se sont joints aux grévistes, nombre de syndicalistes et militants paysans et des ouvriers venus de chez Sambron à Pont-Cha-

teau, de chez Garnier et Unifer à Redon et aussi de nombreux jeunes.

Le lundi 25, les non-grévistes sans leurs gardes du corps, entrent sous une double haie de 200 personnes. Il est envisagé de faire débrayer l'usine de Nozay, très proche et qui appartient au même groupe.

A 11 heures, le 25 juin, l'occupation de l'usine est décidée, suite au refus de discuter et aux dérobades ; le directeur et un chronométriste sont bloqués dans une pièce.

La veille, dans le bulletin paroissial, le curé avait de fait apporté un appui aux grévistes en revenant sur ses positions premières, ce qui était un coup porté à l'union des notables. Il faut dire que parmi les militantes les plus actives du syndicat se trouve une religieuse-ouvrière.

Une pétition contre elle a été lancée, organisée par le patronat, et que les cadres ont fait signer au personnel non-gréviste non sans de grosses pressions.

Ces choses-là sont très importantes dans une région aussi dominée par l'église catholique.

Aujourd'hui, les ouvrières syndiquées en sont à leur troisième semaine de grève et si elles n'occupent plus, tiennent toujours fermement avec la volonté de faire respecter leurs droits les plus élémentaires et de faire réintégrer leurs camarades licenciées.

Correspondant H.R.

L'incendie de la cartoucherie d'Issy-les-Moulineaux LES CAPITALISTES RESPONSABLES

La décentralisation de l'usine et la vente du terrain aux spéculateurs (d'après le sixième plan, Issy-les-Moulineaux doit devenir une zone résidentielle). Si l'incendie est résidentiellement accidentel, les patrons toucheront des indemnités d'assurance...

... dont les ouvriers supportent toutes les conséquences

On voit à qui le crime profite ! En tout cas pas aux ouvriers de Gévelot. Les ouvriers avaient déjà à supporter des salaires de misère (ce sont parmi les plus bas de la région), des conditions de travail dangereuses (manipulation, sans aucune protection, de cyanure, d'acide sulfurique, de plomb, d'explosifs...), des hautes cadences (salaire au rendement), etc. Maintenant, ils ont à supporter complètement les conséquences de l'incendie :

— 200 licenciements, sur toute l'usine (ce qui permet aux patrons de se débarrasser dans la foulée des ouvriers combattifs) ;

— Aucune garantie du maintien du salaire et des classifications pour les cinquante ouvriers reclassés dans les autres ateliers ;

— Expulsion du logement pour les licenciés logés par Gévelot ;

— Reprise du travail, dans les ateliers en état de marche, dans les mêmes conditions de sécurité.

Le matin où sont annoncés les licenciements, un grand débat a lieu parmi les ouvriers entre 6 h 30 et 9 h. Des ouvriers qui avaient du travail ont

débrayé par solidarité. Mais les délégués C.G.T. ont joué un rôle de diviseurs en proposant aux travailleurs de discuter à l'A.G. au réfectoire sans faire rentrer les 200 licenciés, les excluant !

Dernière minute :

Des mesures d'autres licenciements (plusieurs centaines) se font précises, et ils ne toucheraient pas seulement les ouvriers des ateliers détruits, mais aussi des ouvriers des ateliers qui fonctionneront le 23 juillet. Le mécontentement grandit parmi les travailleurs, qui voient qu'une lourde menace pèse sur leur emploi.

D'autre part, des stocks de poudre sont en partie sous l'usine, à quelques dizaines de mètres du lieu de l'explosion. Le danger persiste.

Dans un tract, nous avons invité la population à s'unir dans un comité d'action qui aurait pour but :

1° D'imposer au patronat la reconstruction de l'usine avec une véritable sécurité pour les ouvriers et la population ;

2° D'obtenir une indemnisation totale des dégâts causés aux habitations ;

3° De soutenir toute lutte des travailleurs de Gévelot contre les licenciements arbitraires et les expulsions des logements, pour le paiement intégral des jours chômés...

Correspondant H.R.

Le 16-7-1973.

APRÈS LE 21 JUIN

TEMOIGNAGE

A la manifestation antifasciste du 21 juin, pendant une charge on a ramassé par terre un jeune de quinze ans. Il avait reçu en plein visage une grenade lacrymogène tirée par les flics pour protéger les fascistes d'Ordre nouveau. A l'hôpital, on a trouvé un jeune ouvrier de vingt ans ; pendant une attaque contre l'Ordre nouveau, un fasciste a tiré sur lui avec on ne sait pas quoi, il a eu un œil crevé et l'autre abimé (des blessés comme ça, il y en a eu des dizaines ce jour-là, six pour une ambulance), mais la radio n'en parle pas.

Dans la même pièce, en urgence, il y avait le flic qui a eu les mains et le visage brûlés dans son car par un cocktail molotov. On n'avait pas de pitié pour lui après ce qu'on avait vu. S'il était blessé, c'est parce qu'il était de la police qui sert les patrons, attaque les grévistes et protège les fascistes. Chacun de son côté de la barrière, et nous on est du côté de la classe ouvrière, des travailleurs immigrés contre les flics et les néo-nazis.

Alors le jeune travailleur est allé le voir, et je vous rapporte ce qu'il a dit (le plus fidèlement possible) :

« Quand il y a une manifestation comme ça, vous feriez mieux de vous faire porter malade. Avec ce qui l'es arrivé, toi maintenant tu vas penser que les gauchistes c'est des salauds. Mais je vais te dire une chose : moi, je fais parti d'aucune organisation « gauchiste » mais je trouve que là les « gauchistes » ils ont raison de se battre contre les fascistes. Regarde, ton père il a peut-être fait la Résistance, et nous, on les laisserait faire en France ? Les travailleurs immigrés, ils vivent dans des taudis dégueulasses. Ils se font exploiter à mort. Et en plus, les patrons leur envoient sur le dos les néo-nazis d'Ordre nouveau. Vous protégez les fascistes, voilà ce que vous faites.

Regarde-moi : j'ai vingt ans, j'ai un œil crevé, et toi à trente ans t'as le visage complètement brûlé. Moi, c'était ma première manifi, pas celles où on défile gentiment, mais une vraie manifi : seulement, tu peux être sûr que c'est pas ma dernière, j'ai encore un œil de bon, et je vais m'en servir !

Alors le flic a dit que tout ça, ça servait à rien. Alors le jeune travailleur a dit :

« Non, ça ne sert pas à rien, parce que nous, on lutte contre les fascistes alors que vous, vous les protégez. A force de nous pousser jusqu'au bout, un jour on se révoltera, on vous baliera, toi aussi, et ça sera peut-être moi qui serai dans le coup. »

Nous, en écoutant ce gars à moitié aveugle qui pensait encore à la lutte, on s'est dit qu'on allait venger tous ces camarades. En définitive, le plus fort, c'est le peuple, pas les fascistes et les flics. »

Tous unis contre les provocations fascistes !

Un communiste de l'H.R.

IVRY-VITRY : CETTE FOIS LES FASCISTES ONT TUÉ

Fin juin à Ivry-Vitry, une série de cafés où se réunissaient des travailleurs immigrés se sont agressés par des bandes fascistes. Blessés par des cocktails Molotov, plusieurs travailleurs immigrés se retrouvent à l'hôpital.

Le soir du 2 juillet, les assassins ont récidivé. Un jeune travailleur portugais de 24 ans, maçon à la SEBICO à Vitry, prenait l'air sur les quais de la Seine. Une estafette s'arrête devant lui. Quatre individus en jaillissent, se précipitent sur lui, le rouent de coups. Un témoin court chercher des secours. Quand ils arrivent, c'est trop tard. Le corps de Fernando Ramos flotte sur la Seine. Il laisse au Portugal une jeune femme et un enfant de 4 ans.

La même nuit, un travailleur algérien est sauvagement tabassé par la même bande. Un cocktail Molotov est lancé contre un café algérien, blessant cinq travailleurs.

A Paris comme en province, les provo-

cations et agressions racistes se multiplient. On se souvient seulement de la honteuse razzia de Grasse ! Et il ne sert à rien de compter sur la police et la justice du capital. Tout récemment, à Fresnes, on enterrait une petite Algérienne de 8 ans, morte après le brutal interrogatoire des gendarmes.

Mais la colère populaire gronde contre ces crimes et leurs responsables, la bourgeoisie qui arme les bras des tueurs. Plusieurs centaines de personnes ont répondu à l'appel des parents de Malika, le jour de son enterrement :

« La responsabilité des gendarmes est évidente. Frapper et interroger un enfant de 8 ans, est-ce normal ?

Que, surtout dans les cités de transit, des travailleurs immigrés et français subissent des vexations et le racisme policier, est-ce normal ?

Que la police provoque la mort de nos enfants en les maltraitant sous nos yeux, est-ce normal ?

Nous répondons : NON !

A Ivry, comme à Vitry ou Choisy-le-Roi, les initiatives prises pour dénoncer ces crimes, appeler à l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés au coude à coude, contre les tentatives de la bourgeoisie pour les diviser, rencontrent un écho très favorable chez les travailleurs. Le C.D.H.R. de Vitry a très rapidement recueilli 100 F pour aider les parents de Malika à payer la contre-expertise qu'ils réclament. Les petites sommes pleuvent sur les marchés, les mètres, aux portes des usines, pour la collecte de solidarité aux victimes des attentats, organisée par le comité qui lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

Dans la lutte contre le poison du racisme, contre la tentative de division des travailleurs, contre les crimes des bandes fascistes manipulées par le pouvoir, l'unité du peuple, français et immigrés, se renforce.

Correspondant H.R.

NOUVELLE FLAMBÉE DES PRIX

Dès le lendemain des élections de mars, les prix ont connu, à nouveau, une hausse non pas « normale », mais accélérée, en tout cas nettement supérieure à l'« augmentation modérée » prévue par Giscard d'Estaing. L'indice officiel enregistrerait une hausse de 0,7 % en avril, et de 0,9 % en mai. On approche des 10 % par an !

Encore une fois, c'est la rubrique « alimentation » qui tient la vedette : + 1,1 % en avril comme en mai. Il est à noter que ce sont les produits de première nécessité qui augmentent le plus et que par conséquent, une fois encore, ce sont les petits

budgets, ceux de la majorité des masses travailleuses, qui souffrent le plus de la hausse. Quelques exemples sur le seul mois de mai :

— Volailles, lapins : + 1,4 % ;
— Œufs : + 2 % ;
— Légumes et fruits : + 2,1 % ;
— Textile : + 0,9 % ;
— Chaussures : + 1,4 % ;
— Santé : + 4,7 %.

L'indice du mois de juin n'est pas encore connu, mais la hausse continuera — et le gouvernement a lui-même donné l'exemple :

— Tarifs S.N.C.F. : + 5 % ;
— Essence : + 3 % ;

— Redevance T.V. : + 10 %.

Alors que les loyers anciens sont majorés de 6 à 17 %, Messmer annonce pour l'an prochain des impôts nouveaux. L'embarco américain sur le soja, s'il était maintenu, provoquerait une flambée du prix de la volaille et du porc, c'est-à-dire des produits qui restaient les moins chers. On prévoit une majoration de 40 % du prix du poulet, de 25 % pour les œufs et de 20 % pour le porc !

Plus que jamais, à la rentrée, la lutte pour les salaires s'étendra et se durcira. Les travailleurs refuseront de payer la note de l'inflation galopante !

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !			
Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant			
	Abonnement	ordinaire	pli fermé
Nom	3 mois	20 F	35 F
Prénom	6 mois	40 F	80 F
Adresse	1 an	92 F	160 F
	Etranger :	3 mois	45 F
		6 mois	85 F
		1 an	170 F
Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.			

En raison du peu de place, nous ne pouvons publier le détail de souscription (pour la période du 5 au 26 juillet). Son total s'élève à 8 880 F.

Continuons la campagne de soutien !

CAMBODGE : une riposte résolue

« Arrêt des bombardements sur le Cambodge, le 15 août », a-t-on titré, en gros caractères, ces derniers temps. Depuis, on n'en parle plus : pour ceux de la presse, inspirés par Washington, la « Guerre du Cambodge est finie » ! Et leurs gros caractères font presque autant de mal au peuple cambodgien que le tonnage innégale de bombes lancées sur son sol depuis plus de quatre mois, l'équivalent de 7 bombes Hiroshima, chaque mois !

Nixon a-t-il décidé d'arrêter sa politique d'extermination systématique ? Des « négociations sont-elles en cours », comme il l'a laissé entendre ? Point du tout. Une chose est certaine : le Congrès américain a « coupé les vivres » à Nixon, qui, théoriquement, n'a plus le 15 août les moyens de continuer les bombardements. Cesseront-ils effectivement ? Rien n'est moins sûr ; d'autant que le Pentagone a d'ores et déjà pris toute disposition utile pour l'invasion terrestre du Cambodge par les troupes thaïlandaises et saïgonnaises.

L'agression américaine ne prendra pas fin le 15 août. Pourquoi un tel « battage » alors ? Pourquoi Nixon parle-t-il de « négociations »... qui n'existent pas ? Pourquoi Lon Nol fait-il des propositions de « pourparlers avec une délégation des Khmers de l'autre côté » dont il niait l'existence hier encore ? La si-

tuation de Lon Nol est désespérée, c'est vrai. Nixon le sait. Est-il prêt à céder pour autant, ou bien, plutôt, ne tente-t-il pas une manœuvre de grande envergure pour « tenir » encore au Cambodge ; on fait croire à une volonté de paix, on endort la vigilance des combattants et des peuples du monde ; et l'on organise un rassemblement « à la muniçoise » pour forcer le peuple cambodgien à se soumettre à Lon Nol et consorts, et en définitive aux impérialistes américains. Car, que propose Nixon au peuple cambodgien, sinon une division en deux de son pays et la soumission, par Lon Nol interposé dans la négociation, aux intérêts néocolonialistes américains ?

Le peuple du Cambodge, quant à lui, ne tombe pas dans le piège tendu par Nixon ; sur tous les fronts il combat et avance vers la victoire finale.

Il a resserré l'étau autour de Phnom Penh dans un rayon de 10 à 50 km ; les routes principales sont coupées ; les bateaux de ravitaillement parviennent en très petit nombre, mitraillés et coulés sur le Mékong contrôlé par les partisans ; les positions lonnoliennes réputées imprenables tombent une à une... et les activités des Forces patriotiques ne cessent de croître, et ceci, en dépit des difficultés de transport et de déplacements, en dépit des ma-

ladies accrues par la saison des pluies ; cette année les pluies tropicales d'été n'ont pas ralenti l'ardeur des combats ; bien au contraire... Du côté de Lon Nol, les choses vont à l'inverse : les désertions se multiplient ; le nombre des soldats « fantômes » augmente (50 à 60 000 combattants sur 250 000 soldats « officiels ») ; on parle de conscription générale, qu'on ne peut faire appliquer et l'on recrute des soldats... de neuf à dix ans !

Car à Phnom Penh, la situation politique n'est pas meilleure et trouver des « soldats » n'est pas une mince affaire pour Lon Nol. Les ouvriers réquisitionnés résistent à la conscription ; les usines sont fermées, l'enseignement paralysé. La colère gronde dans un Phnom Penh considérablement grossi de réfugiés chassés de leurs villages par les bombardements U.S.

Sur le plan diplomatique, la situation du GRUNK s'est renforcée ; de nouveaux états l'ont reconnu et la visite dans 11 pays amis d'Afrique et d'Europe du chef d'Etat Norodom Sihanouk a connu un grand succès.

La situation présente nous dicte attention et vigilance cependant ; en cette période d'été, Nixon et consorts mijotent de mauvais coups contre le peuple du Cambodge ; soyons prêts, quoiqu'il arrive à une riposte massive et résolue.

LE COMBAT DU LARZAC

103 paysans du Larzac sont déterminés à rester coûte que coûte. Malgré la prise de décret d'utilité publique les expropriant, ils sont en train de construire une bergerie dans le périmètre du camp.

Au début c'était uniquement la défense de leur lopin de terre qui les préoccupait, mais, peu à peu, ils ont élargi la portée de leur combat : lutte contre l'armée de la bourgeoisie, lutte des petits paysans, unité ouvriers-paysans.

Ils ont déjà plusieurs fois fait appel à la solidarité de tous ceux qui se reconnaissent dans leur combat : manifestation de Rodez, juillet 1972 ; montée des tracteurs vers Paris en février 1973.

Une nouvelle action est prévue cet été.

Le mouvement paysan-travailleur

Les paysans travailleurs organisent plusieurs marches de solidarité qui se rendront au Larzac le 25 août en partant de différents coins de France.

Les paysans - travailleurs déclarent :

Comme les paysans en effet les ouvriers, les étudiants, les jeunes ne peuvent accepter la militarisation du pays, la mainmise militaire ou capitaliste sur les sols, l'abandon de certaines régions, le tout se traduisant par l'exploitation toujours plus grande des travailleurs.

De plus en plus les paysans découvrent qu'ils ne sont pas des petits indépendants, mais des travailleurs dépendants des firmes capitalistes qui fournissent de l'approvisionnement et qui reprennent les produits. C'est Duquesne - Purina, Unilever, Nestlé, Nicolas, l'Union laitière normande, Orlac, etc., qui décident du revenu des paysans. Cette situation que connaissent les agriculteurs du Larzac est celle de la majorité des paysans aussi bien dans le domaine du lait, de la viande que celui des fruits et légumes, de la viticulture, etc.

N'acceptons pas l'inertie, voire la complicité du syndicalisme agricole officiel, nous organisons, une marche fin août et appelons tous ceux qui se sentent concernés à y participer.

Les 103 paysans du Larzac ont donné leur plein accord à cette marche.

Ouvriers, paysans, étudiants, nous sommes tous solidaires

Beaucoup de travailleurs en chômage et beaucoup de petits paysans ruinés sont partis de leur région pour venir s'installer dans la région parisienne, car il existait là-bas, un chômage organisé par le Gouvernement des monopoles et des banques.

Dans leurs luttes récentes, les étudiants, les jeunes travailleurs ont rencontré le même ennemi que les paysans du Larzac : l'armée de l'état bourgeois.

Dans toutes les luttes, ouvriers, paysans, étudiants et lycéens rencontrent un même ennemi : le capital.

Pour vaincre nous devons faire fusionner nos luttes.

Modalités pratiques

Ces « marches » qui se feront en voitures et autocars, partiront de plusieurs points de France (Nantes, Lyon, Nice, Montpellier, Toulouse, Paris) pour se retrouver toutes à Millau et à Lodève samedi 25 août et participer à une grande fête populaire du Larzac le samedi soir et le dimanche 26 août.

Une sympathisante en liaison avec les paysans-travailleurs

MOZAMBIQUE : atrocités fascistes

Récemment expulsés du Mozambique, quelques prêtres étrangers viennent de révéler une partie des actes barbares que les fascistes portugais commettent quotidiennement contre les peuples d'Angola, de Guinée-Bissao, du Mozambique, en lutte pour leur indépendance.

Ils témoignent notamment du massacre des 400 personnes — hommes, femmes, vieillards, enfants — du petit village de Wiliamo, dans la région du Tête, exterminés jusqu'au dernier par les hordes fascistes et colonialistes du Gouvernement portugais.

Cet acte n'est pas isolé ; de nombreux autres témoignages viennent de confirmer, tel celui d'un déserteur portugais au journal « Le Monde ».

« Dans la plupart des « fazendas do café » il y a encore du travail forcé ou semi-forcé, où les travailleurs autochtones sont gardés à vue par des colons européens armés de fusils fournis par l'armée... »

« On trouve partout des villages déserts... dont les habitants, dans la plupart des cas, ont été sauvagement fusillés. »

Ou encore celui-ci :

« Ayant été médecin dans l'armée portugaise en Angola, en 1961, j'ai pu vérifier la décapitation de prisonniers dont la tête était embrochée et exposée sur de longs bâtons. »

J'ai vu traîner des Africains à qui des soldats avaient coupé et fait avaler des oreilles en pleine rue de la ville, à Dondo.

Et j'en passe, c'était monnaie courante et je n'ai jamais entendu dire que les meurtriers aient été jugés. D'ailleurs le ministre de la Guerre à l'époque nous a déclaré à l'embarquement... que nous allions combattre des sauvages qui devraient être traités comme des sauvages. »

Dans la seule province où a eu lieu ce récent massacre, le commandant militaire du Frelimo pour la région a déclaré, qu'en décembre dernier, les assassins portugais ont brûlé vif 60 personnes parquées de force dans une case de la ville de Tête. 30 autres avaient été massacrées de la même façon dans un village du Nord-Ouest, peu de temps auparavant.

De semblables crimes sont aussi commis en Angola comme en Guinée-Bissao où les zones libérées sont soumises à des bombardements intenses, ravagées par le napalm. Et c'est le Gouvernement des monopoles français — quatrième « marchand de canons » du monde — qui vend aux fascistes de Lisbonne, hélicoptères, bombes, napalm et munitions qui servent à ces tueries !

Mais aucun massacre ne peut réduire à merci l'héroïque peuple mozambicain, qui, depuis plus de dix ans, s'est dressé contre l'odieuse joug colonial. Les succès éclatants qu'il remporte dans sa lutte terrifiante les fascistes portugais. Les flammes de la lutte de libération nationale englobent maintenant six des neuf provinces du Mozambique. Le tiers de la superficie du pays, comprenant 1 200 000 habitants, est déjà libéré.

Et c'est avec colère que les peuples d'Afrique condamnent ces crimes odieux qui révoltent l'opinion progressiste mondiale toute entière.

A Londres, qui recevait ces jours-ci Caetano, chef de file des assassins portugais, plus de 10 000 personnes ont défilé devant l'ambassade du Portugal aux cris de « Assassins », « A la porte le fasciste Caetano ! ». Durant toute la visite officielle les manifestations se sont multipliées.

Pendant ce temps, les combattants de la Liberté mozambicaine publiaient un bilan des derniers combats : plus de 100 soldats des troupes coloniales portugaises mis hors d'état de nuire, 8 véhicules militaires et un pont détruits, une grande quantité d'armes saisies dans la seule province de Caba Delgado. Inéluctablement la victoire leur appartient.

COMMANDEZ

- L'affiche « Tous unis contre la fascisation », reprenant les pages centrales du n° 193 (0,20 F l'exemplaire).
- Un journal unitaire de quatre pages (H.R., C.D.P., Rouge, Tribune socialiste, Révolution, Lutte ouvrière, etc.) contre la dissolution de la Ligue communiste, contre le racisme, les bandes fascistes...